PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

14 JUILLET 1964 - N° 18

Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

Toujours les damnés de la terre

Il est fréquent de lire ou d'entendre dire que dans les pays « avancés » dont la France ferait partie les différences de classes tendent à s'effacer du fait de l'augmentation générale du niveau de vie. La possession d'une automobile, d'une télévision ou d'un frigidaire, prise comme critère « d'embourgeoisement » tendant à augmenter, certains, intéressés n'en doutons pas, en ont conclu allègrement que la classe ouvrière « de papa » disparaîtrait progressivement.

Il y a quelques années un « sociologue » avait abouti aux mêmes conclusions en se basant sur la disparition de la casquette de toile caractérisant pour lui la condition prolétarienne. Puisqu'à la sortie des fabriques il n'y avait plus de « prolétaires en casquettes », c'est donc qu'il n'y avait plus de prolétaires.

L'objet, avoué ou pas, de ce type d'idéologie, c'est évidemment de laisser à penser que puisqu'il n'y a plus de prolétaires tout le monde devient bourgeois, et qu'il n'y a plus ni d'exploiteurs, ni d'exploités, ni même d'exploitation. Par conséquent « entre bourgeois » il faut s'entendre et non se combattre, et au diable les luttes revendicatives depuis longtemps dépassées.

Mais, l'absence de casquette, le frigidaire, la télévision et la voiture n'impliquent pas l'appartenance à la bourgeoisie, loin de là. Même s'il est vrai que beaucoup de travailleurs tentent de se persuader qu'ils échappent à leur condition, parce qu'ils peuvent se payer ce que leurs parents considéraient comme un luxe. Car pour considérer que les classes « de papa » ont disparu, les sociologues prennent comme critère le luxe bourgeois de papa.

Et la réalité de la condition ouvrière n'a pas varié, même si le niveau de vie global a pu augmenter. Le journal « Le Monde » du 11 juillet commentant les « semaines sociales » de Lyon rapportait que, sans parler du million et demi de travailleurs étrangers employés en France, deux millions de Français vivent en 1964 dans la misère et un bien plus grand nombre ne disposent que d'un revenu voisin du niveau de subsistance.

En effet, à côté des salariés en pleine activité, c'est-à-dire en pleine force de l'âge, dans les meilleures conditions d'emploi, il y a des millions de petits employés, d'ouvriers agricoles, de retraités, de malades, de jeunes, d'invalides, dont le revenu est inférieur à ce qu'il faut pour vivre. Sans compter les nombreuses femmes dont le salaire est insuffisant à les faire vivre lorsqu'elles sont seules et qui, lorsqu'elles ne sont pas seules, font une double journée de travail.

D'après les statisticiens de ces « semaines sociales », dont les organisateurs sont pourtant loin d'être des révolutionnaires, ces catégories représentent donc plus de quatre millions de personnes et l'on n'exagère sûrement pas si l'on dit que cela doit faire près de six millions en comptant les travailleurs étrangers. Six millions sur un chiffre global de treize millions de salariés, directeurs d'entreprise et ambassadeurs compris. Et encore ce tableau est-il moins horrible qu'il ne pourrait l'être puisqu'il n'y a pratiquement pas de chômage à l'heure actuelle en France. C'est donc une partie très importante du prolétariat qui en est réduite à ces sous-conditions de vie.

Quant aux autres, les ouvriers « avantagés », « Le Monde » nous en parle aussi dans le même compte-rendu : « beaucoup d'ouvriers des grandes agglomérations industrielles possèdent voiture et poste de télévision. Mais ils sont souvent très mal logés, travaillent couramment 50 ou 60 heures par semaine et augmentent encore leur fatigue nerveuse par l'allongement de la durée du transport ».

En effet, les salariés les plus avantagés au point de vue de la paye sont ceux des grandes villes. Mais ces payes « avantageuses » sont associées aux horaires prolongés et, effectivement, à des temps de transport qui se traduisent par la déchéance physique avant l'âge.

Et la déchéance physique avant l'âge cela veut dire la chute dans les catégories inférieures, malades, retraités et handicapés, etc....

Oui, la condition prolétarienne existe. Oui, la lutte de classe existe : même lorsque le prolétariat l'oublie, les bourgeois, eux, ne l'oublient pas et dirigent la société de telle façon que, de décade en décade, ceux qui produisent soient toujours la couche la plus défavorisée de la population.

V. O.

Algérie An II:

Opposants, colonels et banquiers

Pour le deuxième anniversaire de son indépendance, il a semblé que l'Algérie allait traverser une nouvelle crise politique.

La dissidence de Chaabani et la prise de position de Mohammed Khider ralliant ouvertement l'opposition, faisant état d'un accord avec Aït Ahmed, Boudiaf, Rabah Bitat, Chaabani et Ferhat Abbas et, surtout, sa décision de mettre les fonds dont il disposait en Suisse en tant qu'ancien trésorier du FLN à la disposition de cette opposition, semblait indiquer que le régime de Ben Bella était sérieusement menacé et que les différents opposants qui avaient accepté d'être évincés individuellement du pouvoir, pratiquement sans combat, estimaient le moment venu d'engager le fer.

Mais, l'arrestation de Chaabani après quelques jours seulement de dissidence, celle de Farès, la décision de la justice suisse de bloquer les fonds de Khider ont, au contraire, en faisant brutalement pencher la balance du côté de Ben Bella, semblé montrer que même si son pouvoir chancelait quelque peu, l'opposition n'était pas de taille à le déloger.

Dans ces conditions, on peut se demander ce qui a amené les différents leaders de l'opposition à se regrouper. Pensaient-ils avoir les forces pour engager la lutte pour le pouvoir ? Avaient-ils surestimé la puissance militaire de Chaabani ?

Tout est possible. Mais il semble bien que la dissidence de Chaabani ait été très circonstancielle et motivée, au moins quant au choix du moment, par des considérations personnelles à Chaabani (rappel à Alger) et non pas par une liaison quelconque avec l'opposition dont Khider semble vouloir prendre la tête. Tout au plus, la déclaration de Khider a-t-elle pu inciter Chaabani à prendre le chemin du désert, mais sans plus. Il est hors de doute que Khider, comme les autres leaders, ne compte pas, au sens propre du terme, sur une action militaire et a fortiori sur une action insurrectionnelle, pour reprendre le pouvoir à Ben Bella. Tout au plus peuvent-ils jouer sur les rivalités et les opinions des différents chefs militaires pour tenter d'ébranler l'autorité de Boumedienne sur l'A.N.P. et conquérir une influence suffisante sur un nombre d'unités tel, que Ben Bella soit contraint de transiger. C'est la seule voie « militaire » par laquelle l'opposition « combattrait » éventuellement.

Mais en fait il semble infiniment plus probable que Khider et ses associés veulent simplement prendre date et, en affirmant une certaine unité de vue entre les différends leaders exclus du pouvoir depuis deux ans, démontrer qu'une succession à Ben Bella est, non seulement possible, mais prête. Il s'agirait en fait d'une sorte de gouvernement de rechange tendant à démontrer que si Ben Bella est incapable de faire face soit à une crise intérieure, soit à une crise extérieure, il y a une solution de remplacement. Il s'agirait de convaincre tant les différentes couches de la population que l'impérialisme français, que si Ben Bella devait être dans la situation de se démettre, les différents leaders de l'opposition n'entraîneraient pas l'Algérie dans le chaos et la congolisation, en se livrant à une compétition entre eux pour le pouvoir.

Il est évident que dans l'esprit des uns et des autres il ne s'agit pas seulement d'attente, car cette assurance peut précipiter la chute de Ben Bella du fait que l'on sait qu'il y a une solution de rechange.

Mais pour cela il faut y croire, et le geste de la Suisse bloquant au profit de Ben Bella les fonds de Khider montre qu'au moins pour le moment, les banquiers de l'Europe ne sont guère certains que les leaders en question, d'accord entre eux depuis qu'ils sont dans l'opposition, le seraient toujours si la route du pouvoir leur était ouverte. Sans compter qu'il y a le peuple algérien et que depuis deux ans Ben Bella a quand même donné la preuve qu'il était capable de le museler sinon de le nourrir. Et c'est tout ce que demande un banquier suisse.

Enfin, est-ce bien nécessaire de dire qu'il ne faut surtout pas juger de ces problèmes et des péripéties de cette lutte en se demandant lequel de ces différents leaders est le plus « socialiste ».

Roger GIRARDOT

A bas Franco !

Ruiz Marques, militant du Front espagnol de libération accusé d'une soixantaine d'attentats à la bombe, attentats plus bruyants que meurtriers, et qui avaient la valeur d'une protestation plus que d'une action militaire ou terroriste, vient d'être gracié par Franco après avoir été condamné à mort, sa peine étant commuée en travaux forcés à perpétuité.

Plusieurs de ses compagnons ont été condamnés à des peines de douze à vingt ans de prison.

S'il avait été exécuté, cela aurait été la quatrième exécution capitale en un peu plus d'un an pour « crime » politique. Le communiste Julian Grimau et les deux anarchistes Granados et Delgado, le premier fusillé, les deux autres exécutés au garrot.

Cette condamnation vient peu de temps après l'annonce de l'arrestation d'une centaine de militants communistes dans différentes villes d'Espagne, qui appartiendraient à des organisations trotskystes ou pro-chinoises.

Parmi eux, il y a deux jeunes Françaises.

On se souvient aussi qu'il y a quelques mois, trois jeunes Français ont été condamnés à des peines de vingt et trente ans de prison pour avoir commis ou tenté de commettre des attentats à la bombe en Espagne.

Si l'on peut penser que ces attentats sont inutiles ou inefficaces, il faut quand même bien considérer que c'est le régime franquiste par son existence même, qui les suscite.

Ce régime a fait un million de morts pour s'établir. Par la bombe, par la mitraille, par les fusillades et la torture. Il s'est établi grâce à l'aide militaire, matérielle, d'Hitler et de Mussolini et grâce à l'aide morale des gouvernants anglais et français. Sans compter l'aide consciente ou inconsciente de quelques autres.

On ne peut qu'être solidaire des militants de toutes tendances, quelle que soit la forme de leur activité efficace ou désespérée qui luttent contre le régime franquiste.

Pendant que les hommes politiques français préparent des accords économiques, commerciaux et militaires avec le régime espagnol, il faut que tous les militants de France montrent que ces hommes-là ne les représentent pas et que le prolétariat français vomit Franco, son régime et ses amis autant que le prolétariat espagnol peut le faire.

ATTENTION !

VOIX-OUVRIERE cessera de paraître pendant les mois de juillet et d'août. Le prochain numéro, le numéro 19, paraîtra le 9 septembre (sur 8 pages).

PERMANENCES

- La permanence parisienne fonctionnera le samedi, de 16 à 20 heures (à l'exception du 15 août), 29, rue de Château-Landon, Paris-10e
- La permanence lyonnaise est interrompue et ne reprendra que le samedi 12 septembre, de 17 à 20 heures, Café « Le Clos Vert », 113, Grande-Rue de la Guillotière (face à l'église Saint-Louis).

ECHOS DES ENTREPRISES

LES « échos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « Voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de grandes entreprises de la région parisienne et des autres centres industriels importants.

En effet, le présent périodique représente l'élargissement de l'activité que des militants ouvriers mènent dans leurs entreprises au moyen de ces bulletins, depuis plusieurs années déjà en certains endroits.

La dégénérescence des partis dits ouvriers, la sclérose des appareils syndicaux se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux d'entreprise ou d'atelier, tracts et journaux qui n'expriment plus depuis longtemps ni les préoccupations, ni les sentiments, ni les intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre « socialiste » les avions français bombardaient Port-Saïd, alors qu'aux applaudissements du parti « communiste » français les tanks russes écrasaient l'insurrection hongroise, alors que le premier avec la complicité du second envoyait les jeunes travailleurs français se battre en Algérie — parurent les premiers bulletins « Voix Ouvrière », simples feuilles polycopiées recto verso, destinées à faire entendre dans les usines la voix des ouvriers révolutionnaires.

Depuis, le nombre de ces bulletins n'a cessé de croître. Leur présentation est toujours la même : au recto, un éditorial commun — pour l'essentiel celui du présent journal —, au verso, des échos locaux se rapportant à chaque entreprise et commentant les faits majeurs de la vie de l'usine, dénonçant l'exploitation quotidienne et ses agents directs ou indirects, analysant et critiquant d'un point de vue révolutionnaire la tactique des centrales syndicales.

Ces bulletins paraissent tous les quinze jours, certains depuis plusieurs années, d'autres depuis quelques mois à peine, et tous ont rencontré, malgré l'opposition souvent violente des bureaucraties syndicales et politiques, un accueil favorable auprès des travailleurs qui peuvent ainsi connaître et vérifier les idées révolutionnaires sur les problèmes concrets qui se posent à eux journellement à l'atelier ou au bureau.

C'est pourquoi ces bulletins doivent se multiplier et paraître dans de nouveaux secteurs : partout où des prolétaires sont soumis à l'exploitation du capital. Expression d'une tendance révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, les bulletins « Voix Ouvrière » sont ouverts à tous les militants qui se réclament de la lutte des classes, à tous les travailleurs conscients.

LES LUTTES REVENDICATIVES

A AIR - FRANCE

LES BRISEURS DE GREVE

Nos camarades de la navigation aérienne ont, on le sait, repris le travail à la demande de leurs organisations, alors que celles-ci, trois jours auparavant lançaient le mot d'ordre de grève générale et illimitée.

Que s'était-il donc passé durant ces trois jours ?

La grève était totale et les travailleurs qui étaient passés outre la réquisition gouvernementale continuaient leur mouvement alors qu'à l'Assemblée Nationale les gaullistes votaient la loi interdisant le droit de grève à une certaine partie des contrôleurs de la navigation.

Le gouvernement était tenu en échec par une poignée de travailleurs bien décidés à aller jusqu'au bout de leur lutte, c'est-à-dire la satisfaction de leurs revendications. Dans cette lutte ils étaient en droit d'attendre que d'autres secteurs se joignent à eux. C'est là peut être que leur désillusion sera le plus amère car il n'y eut RIEN DE FAIT. A Air-France il y a eu un refus total d'engager la lutte et dans tous les autres secteurs importants de l'industrie il n'y eut aucune propagande de faite.

Et jeudi les syndicats de la navigation aérienne appelaient ces camarades à reprendre le travail sans que rien n'ait été obtenu. Ils ont invoqué la menace de militarisation de la navigation aérienne et appelaient les travailleurs à envisager d'autres moyens de lutte pour continuer l'action et faire céder le gouvernement.

Il n'y a pas de pire trahison à l'égard de la classe ouvrière ; cette trahison est la même qu'ont eu à subir les mineurs l'an dernier.

Les Centrales Syndicales se refusent à engager un combat sérieux alors que la possibilité en existe en de nombreux points.

Il faut que l'exemple de la navigation aérienne, l'exemple des mineurs, et bien d'autres nous fassent comprendre que si nous travailleurs, ne prenons pas en mains la direction de nos luttes, nous irons sous la conduite des bureaucrates syndicaux à l'échec.

(Extrait du n° 49 de la V.O. Air-France).

CHEZ PEUGEOT

A LA RHODIA : « TOUS OU PERSONNE »

A Besançon, nos camarades de la Rhodia ont repris le travail après une semaine de grève. Mais c'est avec un moral très élevé qu'ils ont repris le travail, conscients d'avoir par leur action fait reculer la direction et défendu le droit de grève.

Voilà qui nous change du climat démoralisant qui règne habituellement à la boîte, où chacun se replie sur sa petite vie personnelle face à l'exploitation quotidienne et au chômage larvé que nous impose la direction. Mais les ouvriers de la Rhodia avaient déclenché le vendredi 26 juin une grève de 24 heures, devant le refus de la direction de satisfaire leurs revendications au Comité Central d'entreprise. Grève suivie à plus de 90 %. La direction, prétextant des impératifs techniques, voulait limiter la reprise du travail à une partie du personnel.

Les ouvriers, face à ce lock-out qui ne disait pas son nom, ont répondu : « Nous reprenons tous le travail ou personne ». Et c'est sur ce mot d'ordre « tous ou personne » que la lutte s'est développée pendant plusieurs jours : grèves, piquets, manifestations à l'arrivée du Tour de France, devant l'usine, devant la demeure du directeur, en ville, meeting sur la grand'place de Besançon, dans une atmosphère très combative.

Et finalement, la direction a cédé et a admis la reprise du travail par tous les ouvriers en même temps.

Certes, les revendications qui ont déclenché le mouvement ne sont pas satisfaites et là, la seule action des ouvriers Rhodia ne pouvait suffire. En ce sens, on ne peut pas parler d'une victoire comme le clament les syndicats. C'est un mouvement bien plus large qu'il aurait fallu, mais les grévistes ont imposé au patron le respect du droit de grève.

Pendant toute la durée de la lutte, les gars se sont sentis solidaires, car c'est dans la lutte que les ouvriers prennent conscience de leur force et de la fraternité qui les unit.

(Extrait de la V.O. Peugeot)

LUTTES OU COLLABORATION DE CLASSE ?

A LA S.N.C.F.

DISCRIMINATION DANS LA COLLABORATION

Dans la « Tribune » du 30 juin, la C.G.T. dénonce les mesures discriminatoires prises à son encontre par la SNCF et l'Etat en général. Ces discriminations concernant en particulier le paiement des permanents syndicaux, la libre disposition des salles S.N.C.F. pour y tenir les réunions syndicales et d'information, la distribution des fonds dont disposent le gouvernement, et la S.N.C.F. pour aider à l'éducation ouvrière...

Nous sommes d'accord avec la C.G.T. lorsqu'elle réclame la suppression de toute espèce de discrimination, car nous ne reconnaissons pas à la S.N.C.F. le droit de décider elle-même quelles sont les organisations qui représentent les cheminots : c'est à nous seuls de faire ce choix.

Mais il est à noter que la C.G.T., et ce n'est pas pour nous étonner, entre dans le cadre de la discrimination en prêchant pour sa boutique et non pour le droit de toutes les organisations ouvrières de bénéficier de la même manière des locaux ou des possibilités diverses acquises à la S.N.C.F.

Les cheminots sont assez grands pour choisir dans n'importe quelle organisation syndicale, majoritaire ou pas, « représentative » ou pas, ceux à qui ils donneront leur appui.

On peut également noter que la C.G.T. réclame le droit de participer au conseil d'administration, aux organismes économiques, au conseil d'Etat, même « en service extraordinaire ». Le rôle des syndicats, organismes de lutte de classe, ne doit pas être de participer à des organismes de collaboration.

La C.F.T.C. et F.O. ont été invités à y participer et ont accepté de s'y vautrer. La C.G.T. tenue à l'écart en a fait une jaunisse. Malgré ses preuves constantes de bonne volonté de collaboration et malgré l'esprit permanent de « coexistence pacifique » qui l'anime, elle n'a pu encore prendre ou reprendre sa place dans ces fauteuils en question.

C'était peut-être là, la seule chose qu'elle avait de bien, ces dernières années, mais ce n'était pas elle qui l'avait voulu ainsi.

Aujourd'hui elle réclame sa part de gâteau, et non pas le libre choix des cheminots.

A RHONE - POULENC

UN CHOIX COMPROMETTANT

Nous, travailleurs, ceux que nos sections syndicales se plaisent à appeler la masse, nous sommes étonnés que ce soient les délégués au C.E. qui aient choisi les dates des récupérations du pont du 14 juillet.

Nous pensons que le rôle des organisations syndicales, c'était d'organiser la lutte contre la récupération et non pas de choisir, à la demande des patrons, de quelle manière nous pouvions le mieux ne pas leur faire perdre une journée de profits. Certes, si les délégués avaient refusé toute récupération, la direction n'y aurait pas renoncé pour autant. Mais nous aurions su que nous pouvions compter sur les organisations syndicales pour organiser la lutte alors que cet exemple nous persuade de l'inverse.

NATIONALISATION AU PROFIT DE QUI ?

A LA R.N.U.R.

LE S.I.R. REGRETTE LE TEMPS DE SA MAJESTE

Depuis quelque temps le S.I.R. mène campagne contre la Direction qui d'après lui soutient les syndicats. La solution : dénationaliser Renault. Nous ne sommes pas des farouches défenseurs des nationalisations. En régime capitaliste la nationalisation d'une entreprise ne signifie pas la socialisation. Nous avons quant à nous suffisamment dénoncé ceux qui nous trompent en essayant de nous le faire croire. Mais l'usine appartenant à un patron est-elle meilleure que celle appartenant à l'Etat. Les travailleurs de chez Citroën ou de chez Simca ont-ils un sort meilleur que le nôtre. Les portes de ces usines non nationalisées sont grandes ouvertes. S'il y a des naïfs qui croient que c'est la nationalisation qui est la cause de tous nos maux le paradis patronal est tout proche. En fait les entreprises nationalisées permettent à l'Etat capitaliste d'équilibrer un peu mieux l'économie des capitalistes au détriment des travailleurs et pour le plus grand bien des bourgeois industriels, commerçants ou banquiers. D'après les gens du S.I.R. si l'usine appartenait à un patron il y aurait un peu moins de gens payés à ne rien faire. C'est à voir. De toutes façons ceux qui travaillent seraient autant exploités. Et les subventions que l'Etat distribue aux capitalistes privés sous forme de commandes, de formations de cadres, d'études, etc... par l'intermédiaire des entreprises nationalisées ils les subventionnerait d'une autre façon.

Les entreprises qui appartiennent à l'Etat doivent rester nationalisées celles qui ne le sont pas encore doivent le devenir. Mais c'est l'Etat qui doit cesser d'appartenir aux capitalistes et passer aux mains des travailleurs.

Il ne s'agit pas de faire un pas en arrière il faut faire un bond en avant.

(Extrait de V.O. R.N.U.R.)

LES JEUNES DANS L'EXPLOITATION

AUX ASSURANCES GENERALES

VIVE LA LIBERTE !

La semaine dernière, quelques-uns d'entre nous ont pu voir un jeune des A.G. - Accidents, expulsé entre deux agents de police.

Pourquoi ? Parce qu'il avait osé se présenter au travail alors que la Direction lui avait expédié la veille une lettre recommandée de licenciement. Quand on prend son travail à 8 h. 30 on ne reçoit pas une lettre que le facteur amène à 9 h. Mais ça c'est trop compliqué pour un Directeur.

Son crime ? Avoir été insolent envers un individu tristement célèbre et s'être rendu au lavabo en dehors des heures « normales » (comme s'il y avait des heures normales pour cela).

Mais le problème n'est pas tellement pour ce jeune. Il était là depuis peu de temps — c'est ce qui d'ailleurs a permis à la Direction de le licencier si facilement — et étant donné les circonstances actuelles de l'emploi, il trouvera sans peine du travail aussi intéressant et aussi rétribué que celui qu'il pourrait avoir ici. Et puis, il est peut-être sorti entre deux agents ,mais il est sorti, lui. Et maintenant, il est libre.

Mais nous, nous sommes dedans. Et c'est pour que nous continuions à rester soumis à la discipline et aux vexations de l'individu cité plus haut, que l'on nous a fait la petite démonstration des agents.

Et les soi-disant bonnes âmes qui viennent dire : mais c'était une graine de voyou, « indéfendable » etc. ont déjà un pied dans la tombe. Pas dehors, dans la tombe !

Il est normal que les jeunes n'acceptent pas la discipline, il est normal qu'ils considèrent le travail qu'on leur fait faire, comme stupide et inintéressant, il est normal qu'ils aient envie de rire et de bavarder, et il est normal qu'ils considèrent le puma pour ce qu'il est. Et quand certains d'entre nous viennent reprocher aux jeunes d'être jeunes ; ils ne font que cracher sur leur propre passé et c'est de plus l'indice de sentiments bien peu respectables du genre : « moi je ne suis plus jeune, moi je suis vissé au travail, moi je suis abruti par l'exploitation, moi je ne bavarde plus, moi je ne rie plus, moi je vais pisser à l'heure, moi je rampe devant les garde-chiourmes, alors il n'est pas normal que les jeunes ne le fassent pas ». Et nous répétons, ceux-là ont un pied dans la tombe.

D'autant plus que les jeunes ont leur vie en dehors de la boîte et que nous nous n'en avons guère Alors le petit gars qui a été licencié la semaine dernière, il échappera dorénavant au renforcement de la discipline qu'est en train d'imposer la Direction et qui sous prétexte de dresser les jeunes, s'applique à tout le monde.

Aux A.G. nous restons. Il s'agit de savoir si nous y serons des hommes et des femmes dignes de ce nom ou bien des choses du genre des petites lampes de l'ordinateur qui scintillent lorsque le chef met le courant et s'éteignent lorsqu'il l'arrête.

(Extrait du n° 29 de la V.O. Assurances Générales)

NOUS ne pouvons, étant donné la présentation par rubriques et le manque de place, citer toutes les « Voix Ouvrière » ni à plus forte raison, publier toutes les informations qu'elles contiennent.

En voici la liste :

AUTOMOBILE. —
BERLIET. — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine).
CITROEN. — Usines Levallois et quai de Javel
GENEVE. — Ivry (Seine).
HISPANO-SUIZA. — Bois-Colombes S.
PANHARD. — Paris XIII°.
PEUGEOT. — Sochaux.
RENAULT. — Billancourt. 7 bulletins correspondants à différents secteurs de l'usine :
R.N.U.R. — Général.
R.N.U.R. Bâtiment C.
R.N.U.R. — Bureaux.
R.N.U.R. — Département 18.
R.N.U.R. — Départements 37.
R.N.U.R. — Départements d'entretien.
R.N.U.R. — U 5.
SAVIEM. — Saint-Ouen (Seine).
METALLURGIE. —
Aciéries et Forges de la Loire C.A.F.L. Saint-Chaumond.
J.-J. CARNAUD. — Lyon.
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — Saint-Nazaire.
Montres LIP. — Besançon.
S.M.P.A. — Saint-Nazaire.
NEYRPIC. — Grenoble.
SNECMA Kellerman. — Paris XIII°.
ELECTRICITE ELECTRONIQUE
CABLES DE LYON. — Lyon.
Cie des COMPTEURS de Montrouge S.
C.S.F. — Issy-les-Moulineaux (Seine).
C.S.F. — Levallois (Seine).
THOMSON. — Gennevilliers (Seine).
CHIMIE
RHONE-POULENC. — Vitry (Seine).
ROUSSEL-UCLAF. — Romainville S.
Raffinerie ANTAR. — Donges (L.-A.).
MICHELIN. — Clermont-Ferrand.
SERVICES ET DIVERS. —
AIR-FRANCE. — Ateliers Orly-Nord S.
ASSISTANCE PUBLIQUE DE PARIS.
ASSURANCES GENERALES. — Siège Paris.
CAISSE CENTRALE d'ALLOCATIONS FAMILIALES. — rue Viala, Paris-15
CHEMINOTS. — Région Parisienne.
CHEMINOTS. — Chapelle-Triage.
Imprimerie DESFOSSES. — Issy-les-Mx.
CREDIT LYONNAIS. — Siège central Paris.
HOSPICES CIVILS DE LYON.
PTT - RP et Chèques postaux Toulouse
QUAIS et DOCKS. — Marseille.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

A LA R.N.U.R.

FATIGUE ET DON DU SANG

La direction du département 14 a convoqué les délégués à une conférence faite par un médecin sur la transfusion sanguine.

Il va de soi que la majorité des travailleurs accepterait de donner un peu de leur sang, mais le surmenage permanent auquel nous sommes soumis rend ce geste de solidarité humaine difficile pour la plupart d'entre nous. Le médecin a reconnu le fait tout en constatant qu'il ne pouvait, quant à lui, que le déplorer, n'ayant aucune possibilité d'influencer les directions des entreprises.

Aux questions qui lui ont été posées, le conférencier a répondu que le don du sang, en lui-même, n'était pas dangereux, ni même susceptible de provoquer un trouble quelconque. Il a expliqué que la fatigue venait du travail trop intense, de la journée trop longue. Une prise ne sang ne peut durcir les artères, mais ce qui les durcit sûrement, ce sont les cadences trop fortes, la vie précipitée que nous menons et l'usure nerveuse qui en découle.

Il a ajouté : « C'est aux travailleurs de lutter vis-à-vis de leurs directions pour obtenir la réduction du temps de travail et un rythme de production plus humain.

Il est bon que ces choses aient été dites par un médecin, en présence de M. Chérond, représentant de la Direction.

(Extrait de la V.O. - R.N.U.R.)

AU CREDIT LYONNAIS

A QUAND LES BARREAUX ?

Depuis quelques semaines, dans différents services de la maison nous assistons à un très net renforcement de la discipline. Et l'on voit les chefs faire des pressions pour que nous ne restions pas trop longtemps aux toilettes, ou pour que nous rangions nos affaires non pas à 18 h mais à 18 h 10, etc. On essaie d'empêcher les discussions entre nous.

Mais ce n'est pas un hasard si cette politique de la direction est menée en période de vacances. En effet, comme chaque année à la même époque, il n'y a pas suffisamment d'employés pour faire le travail. Aussi la direction veut-elle tenter de faire résorber tout le travail, avec un effectif réduit, en nous faisant travailler de 8 h 30 du matin à 18 h 15 sans que nous ayons le droit de lever le nez de la paperasse. Seulement, nous ne sommes pas des esclaves. Nous faisons déjà de trop longues journées de travail, nous n'allons pas accepter que l'on fasse de nous des robots.

Nous ne devons pas nous laisser faire. Nous ne devons pas accepter que l'on nous empêche de parler entre nous, ni d'aller nous détendre cinq minutes aux lavabos... puisque c'est malheureusement le seul lieu où nous trouvons un peu de calme.

Mais de toute façon, même si certains d'entre nous cèdent aux pressions des gradés — transformés pour la circonstance en gardes-chiourme — la direction fait un mauvais calcul.

Car si les machines ont besoin d'être maniées avec précaution, nous ne pouvons pas non plus jouer avec notre santé.

Et si la direction nous oblige à des cadences de travail plus importantes, les congés-maladie augmenteront d'autant. Car ce qui compte pour nous, ce n'est pas les profits des banquiers, mais de vivre.

(Extrait du n° 52 de la V.O. - Crédit Lyonnais.)

A L'ASSISTANCE PUBLIQUE

SANS COMMENTAIRES...

D'après des statistiques syndicales, faites le 16 juin à l'hôpital Beaujon :

Pour 1 481 malades hospitalisés, il y avait dans les salles :

de jour : 82 infirmières pour 1 481 malades, alors que l'effectif prévu au cadre est de 137 pour 1 200 malades ;

de garde : 21 infirmières pour 1 481 malades alors que l'effectif prévu au cadre est de 67 pour 1 200 malades ;

de veille : 15 infirmières pour 1 481 malades, alors que l'effectif prévu au cadre est de 57 pour 1 200 malades, soit :

de jour : 1 infirmière pour 18 malades ;

de garde : 1 infirmière pour 70 malades ;

de veille : 1 infirmière pour 99 malades.

A Saint-Vincent de Paul, la CGT a tenu à préciser qu'elle n'avait aucune « appartenance » avec « Voix Ouvrière ». Elle précise même qu'elle a toujours signé ses tracts et journaux. Bien sûr, elle signe « CGT » et nous « Voix Ouvrière ». La seule différence est que nous sommes moins connus. Mais nous ferons tout pour y remédier.

Extrait du n° 52 de la V.O. Assistance Publique

CHEZ CITROEN

QUI CASSE LES POTS...

Pour cause de mévente, l'Italie traversant actuellement une grave crise économique, la filiale italienne Citroën a renvoyé en France plusieurs centaines d'ID et DS. Beaucoup sont arrivées à Javel en assez piteux état, certaines ayant séjournées plus de six mois dans d'assez mauvaises conditions.

La direction a décidé de les remettre en état pour les vendre avant les vacances (probablement avec une ristourne).

Et c'est sur nous, à la finition, en bout de la chaîne DS que retombe ce travail qui vient s'ajouter à notre tâche quotidienne. Beaucoup d'entre nous ont même accepté de faire des heures supplémentaires jusqu'à 19 h et même plus.

Les crises économiques sont des tares inhérentes au système capitaliste et celui-ci finira par en crever.

Mais ce n'est pas une raison pour que nous, nous acceptions de nous crever au boulot.

Sinon les vacances, nous les passerons à l'hôpital.

LE DROIT A LA PAROLE

CHEZ CHAUSSON

N EPAS RESTER SPECTATEUR

A la suite de son intervention au moment des élections de délégués du personnel, un ouvrier syndiqué à la CGT est en passe de se faire exclure de ce syndicat. Et c'est un mois après les élections que l'on envisage cette mesure en invoquant des arguments plus que douteux.

Dans les statuts de la CGT, il est écrit en long et en large que tout ouvrier conscient a sa place à la C.G.T., indépendamment de ses convictions philosophiques, politiques ou religieuses.

On clame sur les toits qu'il y a de tout à la C.G.T., y compris des catholiques. Mais ce qui n'est pas dit, et qui se vérifie en ce moment, c'est qu'il faut, pour y rester, accepter béatement les directives qui viennent d'en haut. Accepter, par exemple, que, face à la dégradation de nos conditions de vie, on se contente de quelques campagnes de grèves tournantes ou de temps en temps, une « grande » journée nationale « d'action » sans lendemain.

On peut être quoi que ce soit à la CGT, sauf des militants révolutionnaires qui y défendent leurs idées.

Un grand nombre d'ouvriers sont indignés par les méthodes que pratiquent ceux qui tiennent en main la CGT et qui sacrifient les intérêts des travailleurs à ceux de leur parti.

Mais ils restent indifférents aux problèmes de la démocratie ouvrière.

Or, quoiqu'en pense la masse des ouvriers qui sont inorganisés, c'est un problème qui nous concerne tous.

N'est-il pas important d'avoir des organisations ouvrières qui représentent réellement les ouvriers. N'est-il pas indispensable, pour que ces organisations soient capables de diriger efficacement nos luttes, que tout le monde puisse s'y exprimer, à plus forte raison quand quelqu'un représente l'avis d'une majorité de travailleurs.

Il ne suffit pas de s'indigner, il faut prendre notre sort en mains, si nous ne voulons pas qu'indéfiniment ce soit les robots qui dirigent nos luttes dans des impasses.

(Extrait du n° 169, de la VO, CHAUSSON)

LES PRIMES

CHEZ BERLIET

SALAIRES ET ENVELOPPES

...A la dernière quinzaine, nous avons eu la surprise de Recevoir l'enveloppe habituelle contenant la prime « exceptionnelle », celle-ci ayant été comptabilisée et versée en même temps que la paye.

Pour nous, c'est un procédé qui ne peut que nous réjouir car il nous évite l'humiliante cérémonie de la remise de l'enveloppe que les patrons utilisent pour nous présenter la prime comme un cadeau en quelque sorte un geste de bonne volonté de leur part.

Comme cela, c'est net : cette somme fait partie de ce que nous avons gagné, ce n'est plus une largesse qu'on nous fait, mais notre dû.

Mais ne nous faisons pas d'illusions pour autant : même versée avec notre salaire, la prime n'y est pas encore intégrée car elle ne présente pas les mêmes garanties que le salaire.

L'intégration réelle de cette prime dans notre salaire, c'est-à-dire une augmentation générale d'un montant correspondant, nous ne l'arracherons que par une véritable lutte.

(Extrait du n° 64 de la V.O., BERLIET)

CHEZ GENEVE

DES MENACES AUX COUPS ?

Un contrôleur qui s'était absenté de l'usine environ une semaine, pour des raisons de santé a eu la désagréable surprise de recevoir une lettre de la direction, l'avertissant que si pour cette fois il aurait tout de m:me droit à la prime il n'en serait probablement pas de même la prochaine fois.

Ainsi la direction veut sans doute montrer qu'elle est bien décidée à faire, grâce à la nouvelle prime qu'elle a instituée, toute la pression possible. Même malade nous n'avons donc plus que la ressource de nous traîner quand même au travail, si nous ne voulons pas perdre une partie importante de notre salaire.

Une autre éventualité reste bien sûr de faire de l'intégration des primes dans le salaire l'un de nos premiers objectifs.

(Extrait du n° 72 de la V.O. - Genève.)

LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

A LA THOMSON

POUR QUELS OBJECTIFS LUTTERONS-NOUS

Il est fréquent de voir les syndicats formuler à la TH les revendications de diminution du temps de travail sous forme de : retour progressif aux quarante heures ou bien quarante heures avec comme première étape 42 heures 30, il est d'autant plus étonnant de voir formuler de telles limites que lorsque les 40 heures ont été supprimées, ça n'a été ni progressivement ni par étapes. En plus si le patronat arrive par l'augmentation de la productivité, et l'augmentation des cadences à pomper toute notre énergie en quarante heures, il peut venir **tout seul** à ce retour, par étapes aux quarante heures, mais alors sur ses bases à lui, c'est-à-dire à ses conditions de salaire. Il y a quelques années à la TH nous faisions 47 h 30 et ce n'est pas la lutte, mais la volonté de la direction qui nous a amené à 45 h.) Si nous voulons la diminution du temps de travail, c'est pour pouvoir radicalement changer notre mode de vie, pour pouvoir consacrer notre énergie à notre développement et non pour la sacrifier aux profits patronaux.

Mais depuis 28 ans, la productivité a été multipliée par plusieurs dizaines de fois, le rythme du travail est devenu plus fatigant, les lieux de travail, plus éloignés, etc., c'est pourquoi même les quarante heures ne seraient que l'application d'une loi vieille de 28 ans que les patrons violent constamment.

Et nous pensons que ceia justifie largement que dans nos revendications de diminution du temps de travail figure : la semaine de 35 heures au maximum.

A LA C.S.F. (ISSY)

ETRE CONSEQUENT

Dans le compte-rendu de la Commission du Travail du 6 juillet les représentants du personnel « souhaitent que la compensation de la réduction d'horaire apparaisse d'une façon distincte sur les feuilles de paye ».

Il est pour le moins étonnant de voir les représentants des syndicats réclamant les 40 heures, avancer de telles propositions.

Les diminutions d'horaire qu'on peut observer dans certaines entreprises nous rapprochent simplement un peu vers l'horaire normal conforme à la loi de 40 heures.

Pendant toute une période depuis la libération la bourgeoisie nous a fait produire 48 heures avec un salaire non pas « majoré », mais avec un salaire tout court, c'est-à-dire : couvrant relativement d'ailleurs, nos besoins.

Actuellement quand nous faisons moins d'heures, la direction, en nous versant la « compensation » reconnaît implicitement l'impossibilité de diminuer notre paie, sans que des réactions se produisent.

Seulement en nous versant cet argent sous forme de compensation elle se réserve de revenir le cas échéant vers l'horaire de 48 heures avec le même salaire.

En nous versant une partie de notre salaire sous cette forme elle indique par là qu'elle considère la diminution d'horaire comme une anomalie passagère.

Or pour nous, la semaine de 40 heures constitue l'horaire normal en accord avec la loi de 40 heures, et à toute diminution de l'horaire doit correspondre l'augmentation du taux horaire de base avec le taux moyen du boni.

Défendre la « compensation » c'est aller à l'encontre de la revendication de la semaine de 40 heures.

(Extrait de la V.O. C.S.F. «ISSY»

CONGÉS PAYÉS ?

AU CREDIT LYONNAIS

LES CONGES PAYES... PAR NOUS

Durant la période des vacances qui s'étend de juin à septembre, nous sommes 12.000 employés qui prenons nos vacances et pourtant le C.L. ne ferme pas.

Nous devons donc travailler avec un employé sur quatre, moins en moyenne, c'est-à-dire 25 % de l'effectif. Nous faisons chaque mois le travail de ceux qui sont en vacances.

En conséquence c'est nous-mêmes qui nous payons ces vacances pour lesquelles nous vivons et espérons toute l'année. C'est une bonne affaire pour la direction qui peut ainsi « satisfaire » sa clientèle et nous « offrir » des vacances sans débourser un sou. Les congés, c'est nous qui nous les payons en faisant du travail en plus.

Bien sur, notre chère direction engage des stagiaires temporaires. D'abord cette année elle en embauche 1.200 au lieu de 1.800 l'année dernière, mais est-ce que 1.200 stagiaires remplacent les 3 à 4.000 employés en vacances selon le mois. Et comme la plupart ne reste pas quatre mois mais un, c'est 12.000 employés que ces 1.200 stagiaires sont censés remplacer.

Et d'autre part, ces jeunes stagiaires sont des étudiants qui sont là provisoirement et qui doivent être mis au courant... le plus souvent par nous.

C'est donc pour remplacer effectivement 3 à 4.000 employés absents, au moins le même nombre de stagiaires qu'il faudrait embaucher, sinon plus, chaque mois.

En cette année, il faut bien le répéter, la direction au contraire a diminué le nombre.

Les vacances c'est fait pour se reposer, pas pour se crever plus avant de partir et en rentrant.

Puisque congés payés il y a, c'est à la direction de les payer, pas à nous.

(Extrait du n° 52 de la V.O. - Crédit Lyonnais.)

CEUX QUI NOUS AIDENT A GAGNER LA BRIOCHE DE NOS PATRONS

Vous les connaissez ceux qui bouffent notre pain : les étrangers qui viennent travailler à notre place aux fonderies, ceux qui font les manœuvres sur les chantiers ou dans les mines. Qu'on les mette vite dehors pour qu'on puisse reprendre ces bonnes places mal payées mais qui font tant honneur aux travailleurs !

Les patrons, eux, pour défendre leurs millions n'ont pas de patrie, mais nous, nous tenons à ce que notre rôle d'esclave soit bien français.

Nous sommes tombés bien bas. Voilà qu'au lieu d'aider les travailleurs étrangers souvent beaucoup plus malheureux que nous et obligés de s'expatrier pour gagner rudement leur misérable vie à s'intégrer à nos luttes, nous les regardons avec hostilité. Incapables de faire céder nos patrons, incapables de lutter au-delà d'un quart d'heure, nous préférons nous consoler de nos insuccès en accusant ceux que le patronat a obligés à devenir nos compagnons de misère.

Crier haro sur le baudet voilà ce dont nous sommes capables. Il faut en finir avec ce racisme qui nous rend tous misérables.

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !

MISE EN BOITE

La télévision au cours de l'émission « Cinq colonnes à la une » s'est penchée sur le problème des quelque quarante ou cinquante mille travailleurs africains venus en France chercher un emploi. Elle nous a montré un de ces « logeurs » qui, pour 3.000 F par mois et par tête logent deux à trois cents hommes dans des conditions défiant toute description. La plupart des gérants ou des logeurs interrogés n'ont d'ailleurs pas permis à la caméra de pénétrer dans les locaux (8 W.-C. pour 200 personnes et 10 robinets « environ » disait le logeur qui préférait que le reporter n'aille pas voir). Mais là n'est pas le plus intéressant : les logeurs présentés étaient des Nords-Africains ou des noirs, mais on nous a montré aussi un employeur bien français. On ne nous a pas dit le nom de l'entreprise, mais apparemment, étant donné les locaux, les fabrications que l'on a pu voir, et les remarques des dirigeants, il semble bien que ce soit J.-J. Carnaud, à Boulogne (boite de conserves, boite de femmes).

La T.V. nous a montré l'embauche du candidat. C'est le reporter qui à la fin demanda : « Mais il gagnera combien ? » A quoi l'embaucheur a répondu : « C'est une question que je n'aborde généralement pas tout de suite, il gagnera environ 70.000 F par mois. »

Et une autre huile de la même boite, à la question : « Que pensez-vous de cette main-d'œuvre ? » a répondu à peu près textuellement : « Ce que j'en pense, c'est heureusement qu'on les a, parce que je sais pas comment nous tournerions, maintenant qu'il est si difficile de se procurer de la main-d'œuvre FEMININE. »

Souligné par nous mais nous nous en voudrions de commenter.

BIDASSE S'EN-VA-T-EN (FAUSSE) GUERRE

S'il y a des nostalgiques parmi les bidasses de la garnison de Dunkerque qui regretteraient de n'avoir pu cueillir des lauriers sur les champs de bataille des guerres passées, l'obligeance de leurs officiers et du metteur en scène Henri Verneuil leur permet au moins de se plonger quelques jours dans l'ambiance guerrière.

Les canons tirent, certes, à blanc, et il n'y aura ni blessés, ni morts au champ d'honneur, puisqu'il s'agit tout simplement de faire les figurants dans un film de guerre*. Mais l'armée reste l'armée, même quand ses membres ne sont que des figurants dans une fausse guerre et non des acteurs dans une vraie. Aussi, chaque matin, avant le départ, un capitaine leur donne cet ordre du jour martial : « Si vous ne faites pas ce que Monsieur Verneuil vous demande et si vous vous conduisez mal, demain matin, quarante kilomètres de marche forcée. »

Ainsi M. Verneuil a des soldats sinon enthousiastes du moins appliqués. Et surtout pas chers.

Car il va sans dire qu'en guise de salaire, les figurants-bidasses devront se contenter des honneurs de la (fausse) guerre et des autographes de Belmondo.

*Il s'agit de l'adaptation cinématographique du livre de Robert Merle : « Week-end à Zuydcoote » qui retrace l'épisode de Dunkerque en 1940.

"LA GRANDE EVASION" ou mise en liberté surveillée?

Bientôt les vacances pour des millions de salariés

Les vacances c'est le temps que l'on soustrait à ses occupations habituelles. Pour les travailleurs, c'est le temps pendant lequel le travail qui est leur occupation principale et presque exclusive sera éloigné d'eux pour un temps très court, beaucoup trop court. Et c'est parce que le travail est encore l'occupation qui prend le plus de temps et le plus d'énergie, c'est parce qu'il nous impose des contraintes quotidiennes, qu'il est fastidieux, ennuyeux et rébarbatif.

Aux partisans de la liberté du travail K. Kautsky répliquait déjà dans son « Programme socialiste » qu'il n'y avait pas de liberté dans le travail et que la liberté consistait justement à se libérer du travail.

Nous sommes arrivés au stade technique où le travail productif nécessaire à la vie mais qui aliène la liberté de l'homme, devient de moins en moins nécessaire et peut, de plus en plus, être remplacé par la machine. Or voilà qu'au lieu de se réjouir les hommes politiques, les journalistes, s'inquiètent : Que feront-nous, ou plutôt que feront les hommes habitués au travail si demain leur part de loisirs dépasse de loin leur part de travail ? C'est vraiment manquer d'imagination. Les hommes se déshabitueront certainement très vite du travail surtout du travail aliéné que leur impose le mode de production capitaliste.

Mais nous n'en sommes pas encore là et pour l'instant ceux qui travaillent voient avec une grande satisfaction arriver la période des vacances.

Les vacances c'est un avant-goût du règne de la liberté. Pendant quelques semaines les travailleurs vont se trouver libérés de leur tâche quotidienne. Les patrons voudraient bien que cette courte période soit consacrée uniquement au repos, à la vie végétative permettant la récupération des forces que l'on pourra, la période des vacances terminée, investir dans la production.

Pour les travailleurs, c'est avant tout, se libérer pour quelque temps de l'exploitation capitaliste.

Pour les patrons et pour ceux, journalistes ou politiciens qui ont charge de défendre leurs intérêts, les vacances c'est une détente, une évasion. Ces simples dénominations montrent combien la vie que nous impose la civilisation capitaliste nous oblige à une tension nerveuse telle que nous ayons besoin de nous y soustraire pour nous « détendre ». Ils montrent que cette civilisation nous rend tellement prisonniers que la plus grande de nos aspirations est de nous **évader.**

Mais si, durant quelques semaines cette « évasion » devient possible, les moyens dont disposent les travailleurs pour en faire un véritable exercice de liberté sont encore très limités. Tellement limités qu'ils restreignent une grande partie de leur intérêt.

Pour plus de la moitié des travailleurs qui bénéficient des « Congés payés » les vacances se limitent à ne pas se voir imposer la discipline de 9 ou 10 heures de travail quotidien. Plus de la moitié des travailleurs en effet ne quittent pas leur domicile pour la période des congés. Cela est surtout valable pour les travailleurs des petites villes où les salaires dérisoires interdisent la joie des vacances. Certains en profitent pour se reposer, d'autres pour travailler chez eux à embellir leur logement ou à exécuter de menus travaux que les longues journées de travail ne leur permettent pas de faire ordinairement.

Ceux qui partent ont le choix entre plusieurs formules. Mais ce choix est beaucoup plus fonction de l'état de leurs finances que de celui de leur désir. Pour un certain nombre l'hôtel offre un refuge pour les vacances. Mais c'est une solution chère.

Il y a ceux qui ont de la famille à la campagne, ou au moins « ailleurs ». Ceux-là abandonnent les soucis de leur vie quotidienne pour retrouver, en fait, ceux de leur famille qui, elle, « reste ».

Et une très grande partie de ceux qui partent hors de chez eux emporteront leur maison avec eux, en faisant du camping.

Autrefois, ceux qui faisaient du camping étaient des sportifs qui pour les vacances allaient vivre près de la nature. Sport sain et agréable lorsque 30.000 campeurs s'éparpillaient sur les 550 milliers de kilomètres carrés que représente la France, le camping devient une monstruosité quand 7 millions de campeurs s'entassent dans une promiscuité concentrationnaire. Pour beaucoup, bien sûr, c'est le seul moyen de respirer un peu d'air pur avec les enfants.

Des industries entières sont nées pour fournir aux campeurs les accessoires nécessaires.

Devant le développement du camping, le gouvernement s'est ému. Il a voulu « l'organiser ». Mais là comme ailleurs l'organisation nécessite des moyens et comme moyen l'Etat ne connait que les interdictions.

Du camping est née une autre formule de vacances : les villages de vacances. Partis des villages de toile qui étaient des camps de camping organisés, il s'est créé de véritables petits villages formés de bungalows où le vacancier se trouve déchargé des nombreuses tâches fastidieuses (formalités administratives, repas, etc.) et où il trouve de plus les moyens de faire du sport et même de se cultiver. Mais cette formule est encore peu confortable. Elle ne convient qu'à une minorité de gens relativement sportifs et surtout elle est assez onéreuse.

Puisque les vacances sont nées, elles posent des problèmes.

Le premier : le logement.

Le camping offre une solution provisoire et puisque en France 7 millions d'individus l'ont adopté plutôt par nécessité que par goût, il conviendrait de l'organiser pour qu'il puisse être acceptable.

Les terrains de camping sont insuffisants et mal installés. Ils ressemblent davantage à des campements de romanichels qu'à des cités de villégiature. Accueillir 7 millions de personnes cela nécessite de la place, des installations : blocs sanitaires en quantité suffisante, parking pour les véhicules, salles de restaurant en plein air, terrains de sports, etc. etc. Cela nécessite de l'argent. Et de l'argent il n'y en a guère pour satisfaire les loisirs des travailleurs (qui triment un an à l'atelier au chantier au magasin ou au bureau). En dehors du camping, il faudrait développer l'industrie hôtelière.

Des résidences de vacances, cela existe pour les riches. En 1963, on a modernisé 10.000 chambres d'hôtels. A ce rythme on n'est pas prêt de « caser » les 7 millions de campeurs.

Par contre on n'hésite pas à investir des sommes fabuleuses avec l'aide de l'Etat pour aménager le littoral Roussillon Languedoc en une « Floride française » ou pour construire à Strasbourg, puis ailleurs, des hôtels princiers pour le « tourisme d'entreprise » (c'est-à-dire que les cadres et les patrons qui voyagent « professionnellement ». La Côte d'Azur colonisée par les pognonistes ne suffit plus. Les plages privées de ces Messieurs et des grands hôtels veulent s'étendre. Ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter de somptueux appartements avec vue sur la mer devront se contenter de s'entasser à l'arrière dans des camps au milieu des marais avec vue sur des buildings.

Ensuite, il y a le problème du ravitaillement :

On ne meurt pas de faim en vacances. Mais on paye. Dès les premiers arrivages des « congés payés » les prix montent — quelques fois ils doublent.

Enfin, les transports :

En deux mois, sur les routes, dans les trains, il faut véhiculer des millions de personnes. On s'entasse, on s'étouffe, on se tue ausi. Mais que voulez-vous, le système capitaliste se soucie fort peu de ces « évadés ». On s'occupe de ce qui est « rentable », pour le reste, les gens finiront bien par se débrouiller.

Un des remèdes serait, paraît-il, l'étalement des vacances. Les patrons y sont favorables nous dit-on. Et ils essaient de se décharger de la responsabilité du rush des vacances sur les ouvriers qui y sont opposés. A-t-on déjà vu les patrons demander l'avis des ouvriers pour fixer la date des vacances. Ils voudraient bien « étaler » les vacances à condition que cela ne leur coûte rien. Mais cela est impossible. Les travailleurs préfèrent prendre leurs vacances à la belle saison. C'est évident. Mais c'est parce qu'en dehors des vacances ils ne voient jamais le soleil. Une diminution de travail arrangerait bien des choses. Par ailleurs l'étalement des vacances suppose que les entreprises continuent à fonctionner. Pour établir des roulements il faut du personnel disponible pour remplacer les absents et par ailleurs les entreprises tournent un peu au ralenti. Cela, indiscutablement, leur coûterai plus cher. Et ils préfèrent que ce soit nos vacances qui nous coûtent plus cher.

Les capitalistes ont dû céder quelques semaines de vacances et pour eux il faut que cela leur coûte le moins possible. Alors on permet aux ouvriers tout juste le minimum. Et pourtant même ce minimum nous l'apprécions, car il nous soustrait pour quelque temps à l'abrutissement de l'atelier. Mais nous constatons, en vacances que pour vivre un peu mieux avec un peu plus de liberté il nous faut des moyens bien supérieurs à ce que nous avons avec notre salaire.

Or ces moyens qui représentent ce que nous dépensons en vacances, c'est tout au long de l'année que nous devrions les avoir. Ces moyens qui représentent un standing relativement bas montrent encore mieux l'indigence de notre vie pendant les 11 mois de travail. Indigence camouflé par des « repas au rabais » de la cantine, des abonnements transports, etc.

Le problème des vacances perdra beaucoup de son importance quand tout au long de l'année nous aurons davantage de loisirs, davantage de moyens pour profiter de la vie. Les vacances sont un problème parce qu'elles ne sont qu'une évasion brutale et éphémère. Au long d'une année il y a pas mal de journée où l'ouvrier au pied de sa machine pense comme Prévert qu'il est con de donner une journée comme ça à un patron. C'est parce que nous sommes tellement privé de soleil que dès que nous en avons l'occasion nous courrons très vite consommer notre ration.

Hélas, quand les derniers rentreront de vacances, fin août, nous ne le verrons plus du tout. Peut être un peu le dimanche si ce jour-là Monsieur soleil daigne paraître. Car pour les autres jours nous partirons le matin avant qu'il soit levé, nous rentrerons le soir quand il sera couché et même le samedi les menus travaux domestiques surtout pour les femmes sauront bien nous en priver. Il n'y aura plus de vacances quand les vacances ne seront plus une « évasion », mais le mode de vie courant de tous.

Les patrons s'en rendent compte et cela les effraie car ils savent qu'alors leur règne sera fini.

Nous, travailleurs, cela ne nous effraie pas. Au contraire. Mais cela nous semble tellement beau que nous avons peine à y croire et que nous le considérons comme une utopie. Et pourtant la science fait de notre utopie une possibilité qui deviendra vite une réalité si nous savons nous en rendre compte et si nous savons imposer : plus de loisirs et plus de moyens de vivre.

Henri VAUQUELIN

Le premier quart d'heure

Le début juillet n'est pas seulement l'anniversaire de l'indépendance de l'Algérie. Il est aussi celui de sa dépendance, celui de sa colonisation. C'est en effet le 5 juillet 1830 que le corps expéditionnaire envoyé par Charles X prenait Alger. Ainsi débuta l'Algérie française dans la confusion et le sang, comme elle devait finir.

Lorsqu'en 1827 le Dey d'Alger, Hussein, frappa de son chasse-mouches le consul de France Duval dans un moment d'irritation, le gouvernement français cria à l'outrage. En réalité, c'était lui qui se trouvait en dette à l'égard de la Régence algérienne, pour une affaire de livraison de blé restée en suspens depuis le Directoire (1798).

Il reste que ce coup de chasse-mouches devint le prétexte d'une campagne agressive et vengeresse. Pendant trois ans, cependant, on hésita à se lancer dans une aventure, car si certains cercles dirigeants — en particulier les Polignac pour qui c'était une étape dans la réalisation d'un vaste dessein suivant lequel « l'influence de la France serait établie de la rive africaine de la Méditerranée jusqu'au sein de l'Asie » — y voyait un intérêt certain, d'autres semblaient moins optimistes. Pour les uns, l'Algérie pouvait offrir des débouchés pour les marchandises métropolitaines, en même temps que devenir une source de matières premières et l'objet de razzias systématiques et d'un pillage organisé.

Le pessimisme des autres provenait cependant, pour une part, du fait qu'on connaissait mal le pays, qu'on risquait de s'y aventurer à la légère et sans les garanties indispensables à la bonne marche d'une saine entreprise commerciale. D'autre part, l'idée que l'Algérie pourrait produire le café, et surtout la canne à sucre, alarmait ceux qui avaient des intérêts aux Iles, et les hommes des départements betteraviers qui craignaient de voir le marché français envahi par les sucres algériens.

Ces intérêts opposés permirent à l'honneur de la France d'attendre trois ans avant d'être vengé, le 2 mars 1830, l'expédition fut décidée. Charles X s'y était résolu dans l'espoir qu'une victoire redorerait son blason et donnerait quelque prestige à un gouvernement aux prises à de sérieuses difficultés intérieures. La Chambre, elle, délibérait, sans arriver à décider quoi que ce soit.

Le 14 juin, le corps expéditionnaire commandé par Bourmont débarqua dans la baie de Sidi-Ferruch, près d'Alger. Le 4 juillet, Hussein-Dey se rendit. Le 5, Alger était occupé. Et déjà, Bourmont annonçait, le 7 juillet que « la Régence serait probablement soumise avant quinze jours »...

Cependant, il allait entrer dans une guerre interminable et féroce. Les Algériens, usant de la guérilla, découragèrent plus d'une fois les officiers français qui n'avaient encore ni l'expérience, ni la connaissance du terrain. Ces mêmes officiers s'illustrèrent alors par leur férocité et il se forgea dans la longue lutte un corps « d'officiers de l'Armée d'Afrique », officiers que l'on retrouva plus tard lors des massacres de juin 1848, puis de la Commune de Paris, officiers dont les noms seuls — Bugeaud, Saint-Arnaud, Pélissier, Changarnier, Cavaignac — sont synonymes des plus horribles tortures, des enfumades d'Algériens, de razzias totales, et d'« erreurs » sinistres telle que le massacre de toute la tribu des El-Ouffias accusée de vols dont elle était d'ailleurs innocente.

C'était une guerre coloniale qui commençait, une guerre cruelle, qui ne sembla se terminer par moments que pour reprendre à d'autres, et de plus belle, dans un autre coin du vaste pays.

L'opposition libérale en France s'indignait de ces méthodes, larmoyait, mais manquant comme toujours « d'informations », elle ne sut que ravaler son indignation et essuyer ses larmes. D'ailleurs, le Ministère recommandait de ne pas publier « de détails trop précis, évidemment faciles à justifier, mais qu'il n'y a aucune utilité à faire connaître au public européen ». Et puis ces Bugeaud, ces Cavaignac n'allaient-ils pas se révéler utiles, quelques années plus tard pour le massacre des ouvriers parisiens qui effrayaient tant le démocrate Lamartine ?

C'est ainsi que s'ouvrit pour la France Eternelle, l'ère de la « pacification » algérienne, et que commença sa « grande œuvre civilisatrice ».

Anne FOURVIERE

ET AINSI DÉBUTA L'ŒUVRE CIVILISATRICE de la FRANCE

Voici, *extrait des « Lettres d'un soldat », le récit d'une enfumade commandée par Pélissier* (cité par Jeanson dans « l'Algérie hors la loi »).

Quelle plume saurait rendre ce tableau ; Voir au milieu de la nuit, à la faveur de la lune, un corps de troupes françaises occupé à entretenir un feu infernal. Entendre les sourds gémissements des hommes, des femmes, des enfants et des animaux ; le craquement des rochers calcinés s'écroulant, et les continuelles détonations des armes. Dans cette nuit il y eut une terrible lutte d'hommes et d'animaux.

Le matin, quand on chercha à dégager l'entrée des cavernes, un hideux spectacle frappa les yeux des assaillants.

J'ai visité les trois grottes, voici ce que j'ai vu :

A l'entrée, gisaient des bœufs, des ânes, des moutons; leur instinct les avait conduits à l'ouverture de la grotte pour respirer l'air qui manquait à l'intérieur. Parmi ces animaux, et entassés sous eux, on trouvait des hommes, des femmes et des enfants. J'ai vu un homme mort, le genou à terre, la main crispée sur la corne d'un bœuf. Devant lui était une femme tenant son enfant dans ses bras. Cet homme, il était facile de le reconnaître, avait été asphyxié, ainsi que la femme, l'enfant et le bœuf, au moment où il cherchait à préserver sa famille de la rage de cet animal.

Les grottes sont immenses ; on a compté 760 cadavres ; une soixantaine d'individus seulement sont sortis, au trois quarts morts ; quarante n'ont pu survivre ; dix sont dans l'ambulance, dangereusement malade. ; les dix derniers qui peuvent se trainer encore, ont été mis en liberté pour retourner dans leurs tribus ; ils n'ont plus qu'à pleurer sur des ruines ».

Directeur-gérant : M: SCHRŒDT
Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie Parisienne
Wilson - Proudhon
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Seine)